



KPMG SA  
2 rue Pierre Simon de Laplace  
BP 65811  
57078 Metz

# Promotion Santé Grand Est

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Promotion Santé Grand Est

1 rue de la Forêt 54520 LAXOU

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
2 rue Pierre Simon de Laplace  
BP 65811  
57078 Metz

## Promotion Santé Grand Est

1 rue de la Forêt 54520 LAXOU

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Promotion Santé Grand Est,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Promotion Santé Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'assemblée générale et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 19 mai 2026

KPMG SA

**Sandrine**  
**Demesse**

Signature  
numérique de  
Sandrine Demesse  
Date : 2026.05.19  
13:26:14 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	9 070	9 070	-	-
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 780	5 224	1 556	1 775
Autres immobilisations corporelles	489 760	413 805	75 955	81 249
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	19 242		19 242	19 242
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (II)	524 852	428 099	96 753	102 266
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	116 457		116 457	157 365
Créances reçues par legs ou donations			-	
Autres créances	280 885		280 885	514 127
Charges constatées d'avance	63 478		63 478	64 057
Valeurs mobilières de placement			-	
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	1 394 700		1 394 700	963 971
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (III)	1 855 520	-	1 855 520	1 699 520
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	2 380 372	428 099	1 952 273	1 801 786

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	643 038	643 038
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	68 321	68 321
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Autres		
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	- 277 474	- 397 203
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>89 607</b>	<b>119 729</b>
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>523 492</b>	<b>433 885</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
<b>Subventions d'investissement</b>		
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES (I)</b>	<b>523 492</b>	<b>433 885</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	746 139	701 664
<b>TOTAL DES FONDS REPORTES ET DEDIES (II)</b>	<b>746 139</b>	<b>701 664</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	95 556	86 881
<b>TOTAL DES PROVISIONS (III)</b>	<b>95 556</b>	<b>86 881</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	3 000	3 000
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	147 964	50 184
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	420 088	500 503
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	16 035	25 669
<b>TOTAL DES DETTES (IV)</b>	<b>587 087</b>	<b>579 356</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 952 273</b>	<b>1 801 786</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	120	15
<b>Ventes de biens et services</b>		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de service	465 650	372 434
dont parrainages		
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 572 881	2 743 413
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	8 757	32 023
<b>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</b>		
<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	356 184	298 011
<b>Autres produits</b>	542	-
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 404 134</b>	<b>3 445 896</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	659 804	561 106
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes		
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	132 650	116 634
Salaires	1 519 045	1 525 049
Cotisations sociales	562 823	554 696
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 350	34 261
Dotations aux provisions	17 432	5 095
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	400 659	534 007
Autres charges	354	3 583
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 317 117</b>	<b>3 334 431</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)</b>	<b>87 017</b>	<b>111 465</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 934	6 989
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>2 934</b>	<b>6 989</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	44	
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)</b>	<b>44</b>	<b>-</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 890</b>	<b>6 989</b>

<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>89 907</b>	<b>118 454</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		2 156
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		394
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-</b>	<b>1 762</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	300	487
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>3 407 068</b>	<b>3 455 041</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 317 461</b>	<b>3 335 312</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>89 607</b>	<b>119 729</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		14 878
Bénévolat	10 700	14 753
<b>TOTAL</b>	<b>10 700</b>	<b>29 631</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		14 878
Personnel bénévole	10 700	14 753
<b>TOTAL</b>	<b>10 700</b>	<b>29 631</b>



## ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 1 952 273 € au bilan et de 3 407 068 € au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat excédentaire de 89 607 €.

- L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2025 au 31.12.2025.
- Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Présentation de Promotion Santé Grand Est

Implantée sur tout le territoire Grand Est, Promotion Santé Grand Est est une association de loi 1901 qui participe à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et à l'amélioration de la santé des populations par une offre de services de qualité et de proximité en promotion de la santé.

La promotion de la santé s'appuie sur des stratégies complémentaires (politiques, environnementales, éducatives...) permettant aux personnes d'assurer un plus grand contrôle sur leur santé : réaliser leurs ambitions et satisfaire leurs besoins d'une part, et d'autre part, évoluer avec le milieu et s'adapter à celui-ci. Notre santé, au-delà de nos connaissances ou de nos compétences, est fortement liée à ce qui nous entoure : le soutien dont nous disposons, les conditions dans lesquelles nous vivons et/ou travaillons, les politiques et les aides financières existantes, l'accompagnement des professionnel·les, l'accès aux services... Le pouvoir d'agir et l'équité sont au cœur de la promotion de la santé.

### Les missions de Promotion Santé Grand Est

Promotion Santé Grand Est favorise le développement la promotion de la santé sur l'ensemble du territoire à travers les missions suivantes :

## ACCOMPAGNER LES POLITIQUES PUBLIQUES

Par une expertise méthodologique sur des dynamiques et dispositifs territoriaux, départementaux et régionaux, intégrant une réflexion sur la qualité de vie des populations :

- Diagnostic, analyse de l'existant, recommandations, évaluation de dispositifs...
- Dans des champs variés : santé publique, prévention, parcours de santé, autonomie, égalité des chances, insertion, protection de l'enfance...

## ACCOMPAGNER METHODOLOGIQUEMENT LES ACTEURS

Promotion Santé Grand Est apporte un appui méthodologique aux acteurs locaux aux institutions et structures dans le cadre du développement, de la gestion et de l'évaluation de leurs projets. Elle appuie la mise en œuvre des démarches territoriales de santé, leviers importants pour l'amélioration de la santé des habitants, en aidant à l'articulation des actions de l'ARS, des Collectivités territoriales et des opérateurs locaux (programmes territoriaux de santé, contrats locaux de santé, ateliers santé ville...).

## DOCUMENTER ET COMMUNIQUER

Promotion Santé Grand Est favorise la diffusion d'informations, de ressources et d'expériences en promotion de la santé et s'inscrit dans une démarche de partage et de capitalisation des connaissances. Via ses centres de ressources documentaires de proximité, elle met à disposition des professionnels, des étudiants et des chercheurs, des ressources bibliographiques (ouvrages, revues, rapports) et des outils d'intervention (vidéos, mallettes pédagogiques, outils d'animation...).

## FORMER LES ACTEURS

Promotion Santé Grand Est contribue au développement des compétences en éducation pour la santé et promotion de la santé. Elle propose également des formations dans le champ de l'éducation thérapeutique du patient. Elle participe à la formation initiale et continue des professionnels de la santé, de l'éducation, du secteur social / médico-social...

## AGIR ET COORDONNER

Promotion Santé Grand Est conçoit, met en œuvre et évalue des actions de promotion de la santé, en cohérence avec les priorités régionales de santé publique. Son expertise contribue au développement de projets innovants et expérimentaux. Elle favorise le développement de partenariats et de dynamiques locales, l'identification et la valorisation des actions menées sur le territoire et le développement de la qualité des actions.

## PARTICIPER AU PARTAGE ET A L'APPLICATION DES CONNAISSANCES EN PROMOTION DE LA SANTE

A l'interface entre les mondes de la recherche, de l'action de terrain et des décisions politiques, Promotion Sante Grand Est mobilise acteurs de terrain, chercheurs et décideurs autour du partage, de la production et de l'appropriation des connaissances en promotion de la santé. Elle identifie et valorise les actions prometteuses et innovantes menées en Grand Est. Mobilisée sur la question de la production des données probantes, elle participe au développement de la recherche interventionnelle en promotion de la santé.

## Implantation et moyens humains

Promotion Santé Grand Est dispose de 8 sites implantés dans tous les territoires du Grand Est :

- Etablissement principal (54) situé 1 rue de la Forêt à Laxou
- Etablissement de Metz (57) situé 27 place Saint Thiébault à Metz
- Etablissement de Chaumont (52) situé au Centre Agora 13 avenue des États-Unis à Chaumont
- Etablissement de Troyes (10) situé 15 avenue d'Echenilly à Saint-André-les-Vergers
- Etablissement de Charleville-Mézières (08) situé 23 bis rue des Sources à Charleville-Mézières
- Etablissement de Mulhouse (68) situé 8 avenue Schuman à Mulhouse
- Etablissement de Châlons-en-Champagne (51) situé au Complexe Gérard Philipe 19 avenue du Général Sarrail à Châlons-en-Champagne
- Etablissement de Strasbourg (67) situé à l'Hôpital civil · Bâtiment 2 · 1er étage 1 place de l'hôpital à Strasbourg

Promotion Santé Grand Est est présidée par le Dr Jeanne Meyer soutenue par un Conseil d'Administration et un Bureau composés de membres issus de champ d'expertise variés : santé publique, sanitaire, social, éducatif, etc.

Ses missions sont assurées par une équipe composée d'une quarantaine de professionnel.elle.s issu.e.s de champs d'expertise diversifiés et qualifié.e.s en promotion de la santé (Intervention en promotion de la santé et/ou Education thérapeutique du patient, Sciences humaines, Sociologie, Sciences de l'éducation, Développement social, Sciences de l'information/ documentation et de la communication...).

## Faits caractéristiques

Il est à rappeler que l'Ireps Grand Est, en janvier 2024, a fait évoluer son nom et son identité visuelle et est devenue **Promotion Santé Grand Est**.

En 2025, Promotion Santé Grand Est a bénéficié d'une subvention annuelle signée dans le cadre d'un Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (Cpom) avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), pour 5 ans de 2024 à 2028 à hauteur de 1 875 700 €.

Dans le cadre de l'Instruction interministérielle du 19 août 2022 relative à la stratégie nationale multisectorielle de développement des compétences psychosociales (CPS) chez les enfants et les jeunes 2022-2037, l'ARS a sollicité Promotion Santé Grand Est dès 2023 pour élaborer une offre d'appui pour sa déclinaison dans les territoires. Sur ce projet, une convention spécifique a été signée entre l'ARS et Promotion Santé sur 4 années (de fin 2023 à 2026), le montant de la subvention pour 2025 est de 295 375 €.

Des nouvelles aides importantes sont également à souligner pour l'année 2025 :

- Le soutien du Régime Local d'Assurance Maladie (RLAM) pour un montant de 26 317 € dans le cadre du projet Dépist'Agir, proposé sur le territoire Alsacien et consistant à soutenir le recours des femmes, habitant sur des quartiers prioritaires, à l'offre de dépistage du cancer du col de l'utérus, dans une perspective de réduction des inégalités sociales de santé ;
- L'aide de l'ARS DT88 de 22 975 € pour la mise en place d'un projet de développement des CPS dans un TER Vosgien;
- Un financement de 65 000 € dans le cadre de la CRSA pour l'organisation et l'animation d'un colloque autour du sucre ;
- Le soutien de la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES) sur deux projets : un projet portant sur le développement des CPS en milieu périscolaire dans le Bas et le Haut-Rhin et un projet mobilisant l'expertise de Promotion Santé Grand Est pour le montage d'une formation E-learning sur les CPS pour un montant total de 74 525 €;
- Le soutien de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDTES) pour le projet EPANOUIR (**E**nsemble **P**our la **s**Anté **m**en**T**ale **p**Ositive des **j**e**U**nes et **m**illieux **s**colai**R**es et hors scolaire) à Vandoeuvre les Nancy d'un montant de 39 896 € ;
- Le financement par l'ARS DT 55 de la mise en place d'un projet de développement des CPS à destination des jeunes et des professionnels du Centre Educatif Fermé (CEF) de Thierville-sur-Meuse en partenariat avec l'Association Meusienne pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (AMSEAA) pour un montant de 51 950 € ;
- ....

L'année 2025 a également permis la continuité d'actions et/ou du développement de nouveaux projets, comme suit :

- Le financement du Régime Local d'Assurance Maladie (RLAM) et de l'ARS Délégation Territoriale 57 (DT 57) pour la continuité du projet « Développement des compétences psychosociales dans les écoles » se déclinant avec 12 écoles primaires sur le territoire de Moselle ;
- Le financement depuis 2023 de l'ARS DT 51 pour la mise en place de 4 Diagnostics locaux de santé (DLS) dans la Marne (51) entre 2023 et 2026 ;
- Le soutien de l'Institut National du Cancer (INCA), de l'ARS DT 88 et de la Région Grand Est dès 2024 sur un projet expérimental 2024/2025 proposé auprès d'une classe de l'école de Martigny-Les-Gerbonvaux (88) avec la réalisation d'un diagnostic cartographique par des enfants permettant d'identifier les facteurs de risque et protecteurs en santé-environnement puis d'élaborer de pistes d'intervention à intégrer dans le contrat local de santé de la communauté de communes.

Il est à noter également la participation de Promotion Santé Grand Est au réseau de la Fédération dans le cadre notamment des projets suivants :

- La continuité du projet « PAPS » projet portant sur la prévention des addictions et promotion de la santé (Paps) en direction des jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) pour la mise en œuvre d'un état des lieux permettant l'élaboration d'une stratégie d'intervention pour la prévention des conduites addictives ;
- La continuité du projet « TABACAP » visant à apporter une expertise sur la prévention des usages problématiques des écrans, dans une perspective de promotion de la santé, dans le champ médico-social auprès des publics en situation de handicap ;
- La déclinaison locale, dans les territoires 57, 55, 10 et 88, d'un projet national mené depuis 2024 dans le cadre d'une convention avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), portant sur l'accompagnement des référents des commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) et des porteurs d'actions.

Promotion Santé Grand Est, en tant qu'organisme agréé Qualiopi, a également maintenu un fort niveau d'engagement dans la mise en place de prestations de formation à la demande des acteurs, structures et/ou institutions, en développant des formations notamment en Education Thérapeutique du patient (ETP) et sur l'Entretien Motivationnel (EM).

## Evènements postérieurs à la clôture

Le conflit au Moyen-Orient survenu à la fin du mois de février 2026 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2025 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2025, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2025 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences. Notre association constate que ce conflit n'a pas, à ce stade, d'impact significatif sur son activité. Elle demeure toutefois attentive aux impacts futurs éventuels identifiés en matière d'inflation sur les coûts, en particulier sur les coûts d'énergie.

## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC n°2023-03, aux dispositions du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales, et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC-2022-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité et continuité de l'exploitation,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

## Amortissements de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

## Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le.la salarié.e est présent.e dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'engagement de retraites a été évalué au 31 décembre 2025 pour un montant de 93.739 € ; l'intégralité de cet engagement fait l'objet d'une provision pour charges dans les comptes de l'association.

Cette provision a été calculée à partir des éléments suivants :

- Age départ à la retraite 64 ans
- Taux d'actualisation prise en compte 3,5 %
- Taux de charges sociales 51 %
- Taux d'évolution des salaires 1 %
- Coefficient de probabilité d'atteindre la retraite en fonction de la tranche d'âge :
  - de 0 à 25 ans : 0,10



- de 25 à 35 ans : 0,20
- de 35 à 45 ans : 0,40
- de 45 à 55 ans : 0,60
- de 55 à 64 ans : 0,95
- A partir de 64 ans : 1

La méthode retenue pour l'évaluation de l'engagement en matière de retraite et pension est la méthode rétrospective des unités de crédits projetées. Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est désignée par la norme IAS N°19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine).

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Project Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et de survie.

### Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

### Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.



## Changements comptables

### Changement de règlement comptable – Application des règlements 2022-06 et 2023-03 :

Notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le règlement ANC n°2023-03 du 26 décembre 2023, mettant à jour le règlement ANC 2018-06 pour les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ces règlements sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et 2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application **sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.**

*En particulier, le règlement ANC 2022-06 introduit les changements suivants, d'application prospective :*

- *Introduction d'une nouvelle définition du résultat exceptionnel. Ainsi, à compter du 1er janvier 2025, les opérations comptabilisées dans le résultat exceptionnel portent sur :*
  - *les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel,*
  - *les écritures liées aux provisions réglementées, les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat pour des raisons fiscales et les corrections d'erreurs (sauf si elles corrigent une écriture ayant été directement imputée sur les fonds propres) ;*
- *Suppression de la technique du transfert de charges ;*
- *Comptabilisation en résultat financier de la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt.*

Le bilan et le compte de résultat sont présentés selon les nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité

avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

Les reclassements significatifs opérés pour les données 2024 ainsi que les incidences du changement de méthode sur les principaux postes comptables de l'exercice 2025 sont présentés ci-dessous :

1. Au niveau du compte de résultat :

- Les **transferts de charges** précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élevait en 2024 à 32 K€ et concernait pour l'essentiel des refacturations de loyers et charges ainsi que des refacturations de frais de mission du personnel.

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations significatives précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

- Refacturations à l'association SFSP et Migration santé Alsace : sont comptabilisées en 2025 pour un montant de 13 K€ € au compte dédié «708300 locations diverses » présenté dans le poste « Ventes de prestations de services » au compte de résultat ;
- Remboursements de frais de personnel : sont comptabilisées en 2025 pour un montant de 1 K€ € au compte «708 000 produits des activités annexes » présenté dans le poste « « Ventes de prestations de services » au compte de résultat.

2. Au niveau du bilan :

- Les **charges constatées d'avance** s'élevaient à 64 K€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ». Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 63 K€ sont présentées désormais dans la rubrique « Créances ».

Compte tenu du caractère non significatif, au regard des états financiers pris dans leur ensemble, des reclassements effectués sur les postes 2024 (précisés ci-avant), le bilan et le compte de résultat 2024 tels qu'ils ont été arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent ne sont pas présentés dans cette annexe.

**Changement d'estimation :**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

**Corrections d'erreur :**

Notre entité n'a comptabilisé aucune correction d'erreur.

## Notes sur le bilan actif

### Immobilisations

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
				Consécutives à réévaluation au cours de l'exercice	Acquis., créations, apports et vir. de poste à poste
	Frais d'établissement, remerc		TOTAL I		
	Autres postes d'immobilisatioi		TOTAL II	9 070	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
	Installations techniques, matériel et outillage industr		6 780		
	Autres immobilisatio ns corporelles	Installations générales,agencements, aménagements divers	102 263		3 000
		Matériel de transport	141 117		
		Matériel bureau et informatique, mob	229 450		13 930
		Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes					
TOTAL III			479 611	0	16 930
FINANC.	Participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		19 242		0
TOTAL IV			19 242	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			507 922	0	16 930
IMMOBILISATIONS			Diminutions		Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice
			Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises HS	
	Frais d'établissement remerc		TOTAL I		0
	Autres postes d'immobilisatioi		TOTAL II		9 070
CORPORELLES	Terrains				0
	Constructions	Sur sol propre			0
		Sur sol d'autrui			0
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions			0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				6 780
	Autres immobilisatio ns corporelles	Installations générales,agencements, aménagements divers			105 263
		Matériel de transport			141 117
		Matériel bureau et informatique, mobilier			243 380
		Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours				0
Avances et acomptes				0	
TOTAL III			0	0	496 540
FINANC.	Participations				0
	Autres titres immobilisés				0
	Prêts et autres immobilisations financières				19 242
TOTAL IV			0		19 242
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			0	0	524 852

## Amortissements et dépréciations d'actif

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
		Type amortissement	Durée Amortissement	Amortissements cumulés au début de	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissement de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement <b>TOTAL I</b>							<b>0</b>
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL II</b>		Lineaire	1 à 3 ans	<b>9 070</b>			<b>9 070</b>
Terrains							0
Construction	Sur sol propre						0
	Sur sol d'autrui						0
	Inst. géné., agencmt. aménagement constr.						0
Instal. techniques, matériel outillage ind.		Linéaire	10 à 15 ans	5 005	219		5 224
Autres immobilisations corporelles	Instal. géné., agence. aménagement divers	Linéaire	1 à 10 ans	55 749	9 135	0	64 884
	Matériel de transport	Linéaire	5 ans	120 814	7 855	0	128 668
	Matériel de bureau et informatique,mobilier	Linéaire	1 à 10 ans	213 111	7 142	0	220 253
	Emballages récupérables et divers						0
<b>TOTAL III</b>				<b>394 679</b>	<b>24 350</b>	<b>0</b>	<b>419 030</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>				<b>403 749</b>	<b>24 350</b>	<b>0</b>	<b>428 099</b>

## Etat des échéances et des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
<b>Actif immobilisé</b>	<b>19 242</b>	0	<b>19 242</b>
Dont dépôt les garanties versées	19 242		19 242
<b>Actif circulant</b>	<b>460 820</b>	<b>460 820</b>	
Dont créances clients	116 457	116 457	
Dont autres créances	280 885	280 885	
Dont charges constatées d'avance	63 478	63 478	
<b>TOTAL</b>	<b>480 062</b>	<b>460 820</b>	<b>19 242</b>

## Dépréciations d'actif

Néant

## Produits à recevoir par poste de bilan

Néant

## Notes sur le bilan passif

### Variation des fonds propres

Les fonds propres de l'entité correspondent aux apports, affectations et excédents acquis à l'entité. Ils regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable. (Art.131-1 ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	643 038				643 038
Fonds propres avec droit de	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	68 321				68 321
Report à nouveau	-397 203	119 729			-277 474
Excédent ou déficit de	119 729	-119 729	89 607		89 607
<b>Situation nette</b>	433 885	0	89 607	0	523 492
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>Total</b>	<b>433 885</b>	<b>0</b>	<b>89 607</b>	<b>0</b>	<b>523 492</b>



## Analyse des fonds dédiés

provenance des fonds dédiés		A l'ouverture de l'exercice au 01.01.2025	Transfert	Utilisations		Report de ressources	A la clôture de l'exercice	
Financeurs	Projet			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
ARS	CPOM 2024	9 900		9 900			0	
	SIRENA	42 600	-42 600				0	
	ARS Instruction CPS		42 600	14 250			28 350	
	Elaboration 4 DLS	114 561		3 375			111 187	
	DLS Châlons	10 496		10 496			0	
	Avenant DLS Châlons	5 100		5 100			0	
	ISS 08 Suite	5 015		5 015			0	
	Renforcement des CPS d'élèves de CPOM 2025	56 942		56 942			0	
	CPS dans les écoles Bitches /	0				106 403	106 403	
	CPS dans les écoles Metz 2025/2026					53 838	53 838	
	Dépistagir 67					28 300	28 300	
	PSFP Uckange					4 675	4 675	
	CPS en CEF					51 100	51 100	
	EM en EHPAD					850	850	
	CPS dans un TER Vosgien					15 255	15 255	
PJJ	PJJ Justice de proximité	27 180		9 060			18 120	
Ville de Metz	CPS Dans les écoles 2024/2026	6 000		6 000			0	
RLAM	Projet CPS dans les écoles 2024-2026	397 897		210 073			187 824	
	Dépistagir 67					26 317	26 317	
INCA	Diagnostic Participatif	25 973		25 973		0	0	
DRAJES	CPS Périscolaire Bas-Rhin					49 075	49 075	
	CPS Périscolaire Haut-Rhin							
	Formation E-learning CPS					17 800	17 800	
CD 54	AMI j'ose ma santé					8 000	8 000	
DDTES	Epanouir à Vandoeuvre					39 046	39 046	
<b>TOTAL</b>		<b>701 664</b>	<b>0</b>	<b>356 184</b>	<b>0</b>	<b>400 659</b>	<b>746 140</b>	<b>0</b>

Annexe comptable 2025

## Provisions pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges s'analyse comme suit sur la période :

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Montant net à la fin de l'exercice
			changement méthode comptable	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice non utilisée	Reprise de l'exercice utilisée	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour investissement						0
	Amortissements dérogatoires						0
	Autres provisions réglementées						0
	<b>TOTAL I</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
	Provisions pour litiges						0
	Provisions pour garanties aux clients						0
	Provisions pour pertes sur marchés à terme						0
	Provisions pour amendes et pénalités						0
	Provisions pour pensions et obligations similaires	86 881		17 432		8 757	95 556
	Provisions pour impôts						0
	Provisions pour renouvellement des immobilisations						0
	Provisions pour grosses réparations						0
	Provisions pour charges sociales/fiscales sur CP						0
	Autres provisions pour risques et charges						0
	<b>TOTAL II</b>	<b>86 881</b>		<b>17 432</b>		<b>8 757</b>	<b>95 556</b>

## Subventions d'investissement

Néant

## Etat des échéance et dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	0			
Dettes financières diverses	3 000		3 000	
Fournisseurs	147 964	147 964		
Dettes fiscales & sociales	420 088	420 088		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	16 035	16 035		
<b>TOTAL</b>	<b>587 087</b>	<b>584 087</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>

## Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. De crédit	
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	39 254
Dettes fiscales & sociales	250 469
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>289 723</b>

## Notes sur le compte de résultat

### Subventions d'exploitation

Une **subvention d'exploitation** est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation. Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative en tenant compte toutefois des conditions d'octroi résolutoires ou suspensives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits. La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subventions d'exploitation* ». La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Nature de la subvention	Nom du subventionneur	Projet	2025
Subvention d'exploitation	ARS GE	CPOM 2025	1 875 700
		Projet Dépist'agir	30 0000
		CPS à l'école - CLS Metz	49 670
		CPS à l'école - CLS Bitche	33 108
		Instruction CPS 2025	295 375
		PAR ARS 2025 - Instruction CPS utilisé en 2024	- 28 900
		CRSA - Colloque sucre	65 000
		Sensibilisation CPS Bitche	1 840
		Développer les CPS en CEF	51 950
		EM en Ehpad	4 250
		Accompagnement PSFP	13 175
		Cps au cœur d'un TER Vosgien	22 975
	REGIME LOCAL ALSACE MOSELLE	Dépist'agir	26 317
	COLLECTIVITES	Métropole Metz - Pjt je t'aime mon Cœur	5 000
		CD 54 - AMI « j'ose ma santé »	8 000
	REGION GE	Diagnostic participatif	5 000
	DRAJES	CPS en périscolaire dans le bas et Haut-Rhin	56 725
		Acc. Création Formation E-learning	17 800
	DDTES 54	Epanouir à Vandoeuvre	39 896
	TOTAL		2 572 881

## Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

L'association n'a pas comptabilisé au titre de cet exercice de charges et produits relatifs à des évènements majeurs et inhabituels.

## Autres informations

Effectif au 31 décembre 2025

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	14	0
Non cadres	24	0
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>0</b>

### Nature et évaluation des contributions volontaires

« Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Les contributions volontaires en nature recensées et valorisées dans les comptes au 31.12.2025 correspondent à des contributions en travail de certains membres du Conseil d'Administration (membres du Bureau soit Présidente, Vice-Président.e.s, Secrétaire et Trésorier), évaluées comme suit :

- Détermination du temps consacré à l'exercice de leur fonction hors temps de travail consacrés aux instances
- Evaluation d'un salaire brut chargé à partir de la méthode de classification et de cotation des emplois appliquée dans le cadre du Statut Régional des Salariés
- Valorisation du temps de travail par rapport au salaire brut moyen déterminé

**Les contributions en travail ont ainsi été évaluées pour un montant de 10 700 € et 364 heures de travail.**

## Montant des honoraires du commissaires aux comptes

Dans le cadre de la missions de commissariat aux comptes, les honoraires s'élèvent à 21 401.88 euros TTC

## Informations sur les transactions non habituelles

Il n'existe pas de transactions effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales autres que les transactions courantes conclues à des conditions normales.

## Informations sur les parties liées

Néant

## Informations sur les engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont les informations relatives à tout engagement financier, toute garantie ou éventualité qui ne figure pas au bilan et dont la connaissance est nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entité.

Néant

## Informations sur les Crédits baux

Néant

## Informations relatives aux rémunérations des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunération et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué et reste confidentielle. En effet, compte tenu de l'organisation et de la



répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à divulguer des informations individuelles.

### Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan

Constitue une opération non inscrite au bilan toute transaction ou tout accord entre plusieurs entités, même non constituées en sociétés, qui présentent des risques et des avantages significatifs, non traduits au bilan, et dont la connaissance est nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entité. Les notions de risques et avantages pour l'entité sont appréciés selon les critères suivants :

- L'entité supporte des risques relatifs à une opération lorsqu'elle est potentiellement exposée à une sortie de ressources liée à l'opération ;
- L'entité a la capacité de bénéficier d'avantages lorsqu'elle a droit directement ou indirectement aux flux de ressources positives générés par l'opération.
- Les opérations susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de l'entité sont les suivantes :

**Néant**